



HAL
open science

L'alimentation comme enjeu géopolitique dans la zone du Maghreb-Machrek

Boualem Fardjaoui

► **To cite this version:**

Boualem Fardjaoui. L'alimentation comme enjeu géopolitique dans la zone du Maghreb-Machrek. *Arabia - Revue pluridisciplinaire d'études arabes et moyen-orientales*, 2020, L'alimentation au Moyen-Orient : une question multi-enjeux. hal-03500538

HAL Id: hal-03500538

<https://hal.science/hal-03500538>

Submitted on 22 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'alimentation comme enjeu geopolitique dans le Maghreb et le Machrek

Boualem Fardjaoui¹

La question de l'alimentation est intimement liée à celle de l'agriculture, elle-même rattachée à celle de l'eau, ou plutôt, pour cette région, à l'existence de celle-ci et à sa répartition.

Le monde arabe s'étend tout en longitude entre la partie méridionale sèche de la zone climatique méditerranéenne et les immenses espaces désertiques d'Arabie et du Sahara. En effet, en dehors du Liban, tous les Etats arabes englobent dans leurs frontières de vastes étendues désertiques. La première problématique liée à l'eau est bien évidemment naturelle. Les pays arabes qui rassemblent 5% de la population mondiale ne détiennent que 1% des ressources d'eau douce.

La Banque mondiale estimait déjà en 1995 que le Maghreb et le Moyen-Orient constituaient la région du monde la plus pauvre en ressources hydrauliques. Leurs capacités ne dépassent que de très peu le seuil de pénurie fixée par la Banque mondiale de 1000 m³/habitant/an (2 740 l par jour). Cette situation ira en s'aggravant dans les années à venir dans la mesure où la population du monde arabe avoisinera les 450 millions d'habitants en 2025 et que ses besoins alimentaires et en eau augmenteront aussi. En retenant les projections démographiques habituelles qui tiennent compte de la récente inflexion de la fécondité, on estime que la dotation moyenne en eau par habitant atteindra 600 m³ vers les années 2025/2030, ce qui fera entrer le monde arabe dans une situation de pénurie grave.

Ces chiffres globaux cachent une situation très contrastée :

- Seuls quatre pays (Irak, Liban, Maroc, Soudan) rassemblant 24% de la population se situent au-dessus du seuil de 1000 m³/an/habitant.
- Quatre autres pays (Algérie, Egypte, Oman, Syrie) avec 44% de la population des pays arabes se trouvent déjà en 1997 dans une situation de pénurie (600m³/an/habitant).
- Enfin les 10 autres pays avec 32 % de la population arabe se trouvent en dessous du seuil critique de 500 m³/an/habitant.

Cette inégalité est frappante quand on sait que trois pays : l'Irak, l'Égypte et le Soudan concentrent 70% des eaux (193 milliards de m³) alors qu'ils ne rassemblent que 45% de la population.

On remarque aussi la dépendance du monde arabe de fleuves dont les sources se trouvent en dehors des pays eux-mêmes : le Nil, le Tigre et l'Euphrate.

Plusieurs projets d'ampleur ont été mis en place comme le barrage d'Assouan en Égypte et celui de Tabqa en Syrie.

Pour pallier cette rareté de la ressource, quelque pays comme ceux du Golfe ont eu recours au dessalement de l'eau de mer.

D'autres pays ont choisi la surexploitation des nappes souterraines comme le Yémen et les territoires palestiniens ou ont recours massivement à l'eau fossile (Libye, Arabie Saoudite).

La dépendance et l'incertitude pour l'avenir, la répartition des eaux du Nil, du Tigre, de l'Euphrate et du Jourdain et des nappes phréatiques dans la zone d'Israël et des pays arabes qui l'entourent, constituent de dangereux foyers de tension².

Cette situation a pour conséquence le déclin de l'agriculture³ pour plusieurs raisons : naturelles comme le manque d'eau et de terres arables, politiques comme une mauvaise planification et une mauvaise gouvernance, les conflits inter-Etats et les guerres civiles. À cela s'ajoute une démographie galopante, malgré la stabilisation de la croissance démographique dans certains pays comme la Tunisie.

Le monde arabe connaît par conséquent une urbanisation rampante qui grignote des terrains sur les terres arables et diminue ainsi les surfaces consacrées à l'agriculture. Aucun des pays arabes n'est autosuffisant. Les produits alimentaires représentent 20% du total de leurs importations. Et cela n'est pas le plus dangereux car aujourd'hui la notion d'autosuffisance alimentaire n'est plus à l'ordre du jour. En effet, suite aux résultats décevants, voire les échecs, des réformes agraires adoptées dans les années 1970, notamment à cause du manque de terres arables et le coût très élevé des techniques adoptées (rampes pivots⁴) pour créer une agriculture saharienne, et suite à l'arrêt de l'utilisation de cette technique dans certains pays comme l'Algérie, on parle plus de sécurité alimentaire que d'autosuffisance alimentaire. Cela passe premièrement par l'investissement dans l'agriculture

dans d'autres pays. On a l'exemple de l'Arabie Saoudite qui investit en Afrique de l'Ouest comme le font la Chine ou l'Inde. Cela passe deuxièmement par la création d'alliances pour la fourniture de produits alimentaires⁵. Pour s'assurer une sécurité alimentaire, ces deux points ne suffisent pas toujours. La hausse des prix des produits alimentaires de base avait provoqué ce qu'on appelle « les émeutes du pain » dans de nombreux pays arabes, en Égypte et au Maroc en 2008, en Tunisie et en Algérie en 2011 par exemple⁶.

L'agriculture, en plus de son premier rôle qui est de nourrir les gens, revêt une dimension géopolitique de manière globale. Les « *ingrédients* » de tensions et de conflits sont nombreux au Moyen-Orient. L'augmentation du nombre d'habitants et les « *mutations socio-économiques* » mènent vers des modifications des « *modes de consommation alimentaire* » accélérant ainsi la demande et le changement des comportements nutritionnels. Mais la région a du mal à suivre le rythme à cause de la rareté de ses ressources naturelles. L'eau manque dans plusieurs parties et sa répartition est inégale. La terre est aussi un sujet de conflits à cause de sa rareté dans certains secteurs et pour la valeur sentimentale ou spirituelle qu'on lui donne. Les seuls pays qui ont en vue une augmentation de la production sont ceux qui ont les moyens financiers et techniques de dompter une nature souvent difficile, voire hostile. Il y a bien évidemment des solutions techniques dans le domaine de la rationalisation de l'eau et l'optimisation des rendements en choisissant par exemple des variétés adaptées au climat sec et aux terres souvent pauvres en nutriments. En somme, adopter des technologies adaptées à la situation de cette région.

La région, avec un climat qui est naturellement difficile, est un « *des points chauds du réchauffement climatique* ». Les changements météorologiques y sont plus sensibles qu'ailleurs dans le monde, ce qui risque de mettre en péril l'agriculture et la sécurité alimentaire de ces pays.

L'instabilité politique de certains pays aggrave cette insécurité alimentaire. Comme toujours, la guerre ou l'absence de paix touche à la sécurité des êtres humains mais aussi à leur sécurité alimentaire. La guerre crée du déplacement, surtout des zones rurales. En conséquence, la production agricole dégringole. Les réfugiés, notamment ceux qui vivent dans des camps de transit, voire dans des camps permanents, n'ont pas la possibilité de travailler et de subvenir à leurs besoins alimentaires. Ce sont des périodes d'installation et de renforcement de la pauvreté aggravée par la hausse des prix spectaculaire des aliments.

L'autre problème est celui de la logistique. La guerre détruit les routes, détruit les ponts, ce qui entrave la circulation, donc la commercialisation normale⁷.

La situation la plus critique aujourd'hui est celle du Yémen selon l'ONU et le Programme alimentaire mondial (PAM). A cause de la guerre, ce pays « *est actuellement confronté à la pire crise alimentaire du monde* »⁸. 18 millions de personnes s'y trouvent en insécurité alimentaire. Ils « *ne savent pas comment obtenir leur prochain repas* » et 8 millions d'entre eux sont au « *bord de la famine* ». L'ONU estime que la situation va en s'aggravant et que 3,5 millions de Yéménites de plus vivront la pénurie. Elle ajoute que le nombre d'êtres humains en danger de famine peut s'élever à 12 millions de personnes en raison de la guerre, des déplacements, de l'aggravation de la situation économique et de la dépréciation de la monnaie yéménite, le riyal, de 180 % en trois ans. Cette situation n'est en réalité qu'une aggravation de celle qui préexistait avant la guerre qui a débuté en mars 2015. Selon le PAM, le Yémen était déjà l'un des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire. Il était aussi le pays le plus pauvre du Moyen-Orient⁹.

L'insécurité alimentaire ne touche pas toujours les seuls pays pauvres et en guerre. Elle peut aussi résulter de tensions géopolitiques comme le démontre le cas du Qatar. Le blocus saoudien du Qatar est révélateur car il démontre que même un pays « *stratégiquement et économiquement dynamique sur la scène internationale* » peut être dépendant des marchés internationaux pour nourrir sa population. Une des priorités du Qatar au début de cette crise était de constituer des stocks lui assurant sa sécurité alimentaire. Il a pu compter dans ce domaine sur certains pays qui l'ont soutenu en lui envoyant de la nourriture.

L'autre cas révélateur est celui de la Syrie. L'affaiblissement alimentaire et agricole lié au problème climatique de sécheresse s'avère en partie l'un des facteurs déclencheurs du mécontentement sociologique en 2011. Intégrer cette variable explique en partie les tensions qui ont mené au conflit actuel. Bien évidemment et dans l'autre sens, l'insécurité et les tensions géopolitiques dans le pays ont impacté « *la réalité agricole, la sécurité alimentaire et foncière du pays* ». L'insécurité alimentaire n'est donc pas toujours le résultat de la guerre, mais peut en être la/ou une des causes.

Au sujet de l'impact extra-régional, pour Sébastien ABIS, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), « *Il y a toujours des actions autour des questions agricoles et alimentaires. Quand vous avez faim, vous avisez, et pour éviter d'avoir*

faim, vous anticipez. Vous avez toujours une stratégie vis-à-vis de votre estomac qui doit être rempli. En fonction de votre faim, votre humeur ou votre état de santé peut changer. Ce qui vaut pour l'individu prend une proportion colossale à l'échelle d'un État. Tous les États de cette région ont toujours considéré que la question de la sécurité alimentaire était un grand pilier de stabilité, de développement, de commerce, de stratégie à l'international et que dans cette région de toute façon, les contraintes alimentaires sont telles qu'il est important d'avoir des alliances internationales » avec des pays ayant la capacité de fournir des biens alimentaires régulièrement, mais surtout en temps de crise. Ce sont des relations gagnant-gagnant (« pragmatiques ») car elles peuvent toucher d'autres domaines des échanges en dehors du cadre strict de la question alimentaire.

Il y a notamment la question de l'immixtion des puissances étrangères au Moyen-Orient souvent par le biais de la fourniture de produits alimentaires. Celle-ci peut renforcer la présence américaine ou favoriser le retour de la Russie dans les affaires régionales. Sébastien ABIS pense notamment que parmi les objectifs de la Chine en relançant le projet de la nouvelle Route de la soie se trouve l'influence que convoite ce pays, entre autres à travers l'approvisionnement alimentaire qui mènerait à une plus grande stabilité régionale et qui par conséquence préserverait les intérêts de la Chine. Cela vaut aussi pour d'autres puissances, notamment européennes, qui protègent leurs intérêts au travers de l'approvisionnement alimentaire. « *L'agriculture participe à donner de la densité concrète aux relations euro-méditerranéennes* ».

Les acteurs nationaux et internationaux ne sont pas les seuls à vouloir maîtriser la question alimentaire pour renforcer leur présence ou bien protéger leurs intérêts. Des acteurs locaux agissent comme le groupe terroriste Daesh qui avait une stratégie de contrôle de la région autour des deux grands fleuves de Syrie et d'Irak, le Tigre et l'Euphrate. Il contrôlait l'eau et les grandes plaines céréalières dans l'est syrien et le nord irakien pour renforcer sa puissance et bien évidemment affaiblir celle de ses adversaires.

La variable alimentaire a toujours été utilisée dans le cadre géopolitique. Soit pour se renforcer ou renforcer un allié, soit pour affaiblir un adversaire. C'est le cas dans les tensions actuelles, à titre d'exemple entre l'Arabie Saoudite et le Qatar, Israël et le Hamas, les États-Unis et l'Iran. La question kurde en Turquie n'est pas seulement une lutte de nationalismes. Elle est aussi liée à la présence dans la région kurdophone de ressources naturelles, d'eau et

de terres arables. Le projet GAP (acronyme en turc de Grand Projet d'Anatolie ou *Güneydogu Anadolu Projesi*) lancé en 1972 dans l'Anatolie orientale en amont du Tigre et de l'Euphrate et composé de 22 barrages est destiné à augmenter la production électrique, mais surtout à assurer la sécurité alimentaire de la Turquie. C'est aussi d'ailleurs une source de tensions avec les autres pays d'aval des deux fleuves, la Syrie et l'Irak, malgré des accords bilatéraux sur le partage des eaux : un premier traité syro-irakien en avril 1990 et un second accord entre la Syrie et la Turquie en juillet 1993 dans le cadre d'un accord de coopération économique.

Plus tôt dans l'histoire, la guerre israélo-arabe de 1967 est d'une autre manière une guerre pour le contrôle des ressources en eau, vital pour l'agriculture et pour la sécurité alimentaire. Israël a conquis des territoires riches en eau dans le Golan syrien, pour le contrôle d'une partie des sources du Jourdain et de terres arables. Israël s'est aussi emparé de Gaza et de la Cisjordanie et contrôle ainsi leurs ressources en eau de nappes souterraines. La guerre de 1982 au Liban a aussi permis à Israël de contrôler le fleuve Litani et les fermes de Chébaa. Ces dernières sont encore sous contrôle israélien.

Conclusion

Le constat final est que la question agricole est au « cœur [de la] géopolitique ». Le Moyen-Orient a tout intérêt à trouver des ressources en eau et en terres suffisantes pour assurer sa sécurité alimentaire et un développement économique et social équilibré. La répartition de ces ressources est inégale ; il y a des régions au Moyen-Orient plus pauvres en ressources que d'autres. Pour éviter les pires conséquences comme les guerres, les pays du Moyen-Orient doivent rationaliser l'utilisation de l'eau en suivant les techniques les plus modernes comme l'irrigation assistée par ordinateur, le traitement des eaux usées ou le dessalement de l'eau de mer pour la consommation humaine. Il faut aussi prendre en considération des solutions politiques qui passeraient par des négociations entre les Etats et intégreraient les intérêts de tous en incluant par exemple des clauses d'échange d'eau et de coopération, notamment économique¹⁰.

Le Moyen-Orient est un terrain adapté pour observer et comprendre la relation entre la géopolitique, l'agriculture et l'alimentation. Nous pouvons appliquer les résultats de notre compréhension de la situation alimentaire au Moyen-Orient au reste de la planète. Nous pourrions ainsi avoir une analyse stratégique et précise d'autres situations identiques¹¹.

¹ Docteur qualifié aux fonctions de Maître de Conférences. Enseignant à l'université de Lille, chercheur associé au laboratoire CECILLE et fondateur et directeur de la revue scientifique Arabia (arabia-revue.com).

2 Boualem FARDJAOUI, *Le Moyen-Orient, la traversée du XX^e siècle, étude historique et géopolitique du « phénomène moyen-oriental » entre guerres et perspectives de paix*, Mémoire de Master I, sous la direction de Najib ZAKKA, Université de Lille, 2008-2009, p. 30-32.

3 Mathieu GUIDERE, *Atlas des pays arabes, un monde en effervescence*, Paris, Autrement, 2015, p.70,71.

4 L'irrigation à pivot central est une méthode d'irrigation de cultures par aspersion, où les buses (asperseurs) tournent autour d'un pivot. Une surface circulaire centrée sur le pivot est alors irriguée, créant sur les vues aériennes un motif circulaire caractéristique.

5 Sébastien ABIS, « La géopolitique alimentaire au Moyen-Orient », *IRIS*, <http://www.iris-france.org/105818-la-geopolitique-alimentaire-au-moyen-orient>, 15/01/2018, consulté le 25/12/2018.

6 Mathieu GUIDERE, *Atlas des pays arabes, un monde en effervescence*, Paris, Autrement, 2015, p.70,71.

7 Sébastien ABIS, « La géopolitique alimentaire au Moyen-Orient », *IRIS*, <http://www.iris-france.org/105818-la-geopolitique-alimentaire-au-moyen-orient>, 15/01/2018, consulté le 25/12/2018.

⁸ Non signé, « Yémen : 8 millions de personnes au bord de la famine », *ONU info*, <https://news.un.org/fr/story/2018/10/1026652>, 16/10/2018, consulté le 26/12/2018

9 *Ibid.*

¹⁰ Boualem FARDJAOUI, *Le Moyen-Orient, la traversée du XX^e siècle, étude historique et géopolitique du « phénomène moyen-oriental » entre guerres et perspectives de paix*, Mémoire de Master I, sous la direction de Najib ZAKKA, Université de Lille, 2008-2009, p. 44.

11 Sébastien ABIS, « La géopolitique alimentaire au Moyen-Orient », *IRIS*, <http://www.iris-france.org/105818-la-geopolitique-alimentaire-au-moyen-orient>, 15/01/2018, consulté le 25/12/2018.